

Le b.a.-ba du Marché Volontaire de Carbone



Chapitre 7 :
**Quel est le rôle des
standards de
certification de
réduction des émissions
dans le marché
volontaire du
carbone ?**

Chapitre 7 : Quel est le rôle des standards de certification de réduction des émissions dans le marché volontaire du carbone ?

Les standards de certification de réduction des émissions — ou programmes d'attribution de crédits d'émission de gaz à effet de serre (GES) — sont au cœur du fonctionnement du marché volontaire du carbone (MVC). Ils fournissent les méthodologies, les règles et les critères que les développeuses et développeurs d'activités sur le MVC doivent suivre pour certifier et délivrer des crédits carbone, ainsi que faciliter l'échange de [crédits carbone](#). Les organismes de certification de crédits carbone régissent les standards et la délivrance des crédits carbone.

Qu'est-ce qu'un standard de certification de réduction des émissions ?

Un standard de certification de réduction des émissions fait référence à l'ensemble complet des règles, procédures et méthodologies qui régissent la génération et la délivrance des [crédits carbone certifiés](#). Les standards de certification sont élaborés et régis par des organismes de certification de crédits carbone. Il s'agit en général d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales qui se composent

d'une division de normalisation, d'une division de réglementation et d'un système de validation et de vérification souvent sous-traité à des tiers (figure 7.1). Ces entités élaborent des standards de certification de réduction des émissions et établissent les procédures de suivi, de notification, de validation et de vérification à respecter par les activités du MVC pour obtenir des crédits carbone du standard. Elles passent également des contrats avec des registres qui suivent la délivrance et le transfert des crédits carbone, ou bien en assurent la gestion. Les gouvernements peuvent également prendre en charge ou appuyer l'élaboration de standards du MVC, tels que le [Woodland Carbon Code au Royaume-Uni](#) et le [Programme volontaire de réduction d'émissions de la Thaïlande \(Thailand Voluntary Emission Reduction Program\)](#).

Les développeuses et développeurs d'activités sur le MVC appliquent les règles, procédures et méthodologies élaborées et administrées par les standards. Dans le cas des programmes juridictionnels ou parrainés par l'État, les gouvernements appliquent les méthodologies. Les développeuses et développeurs doivent démontrer leur conformité aux règles et méthodologies par le

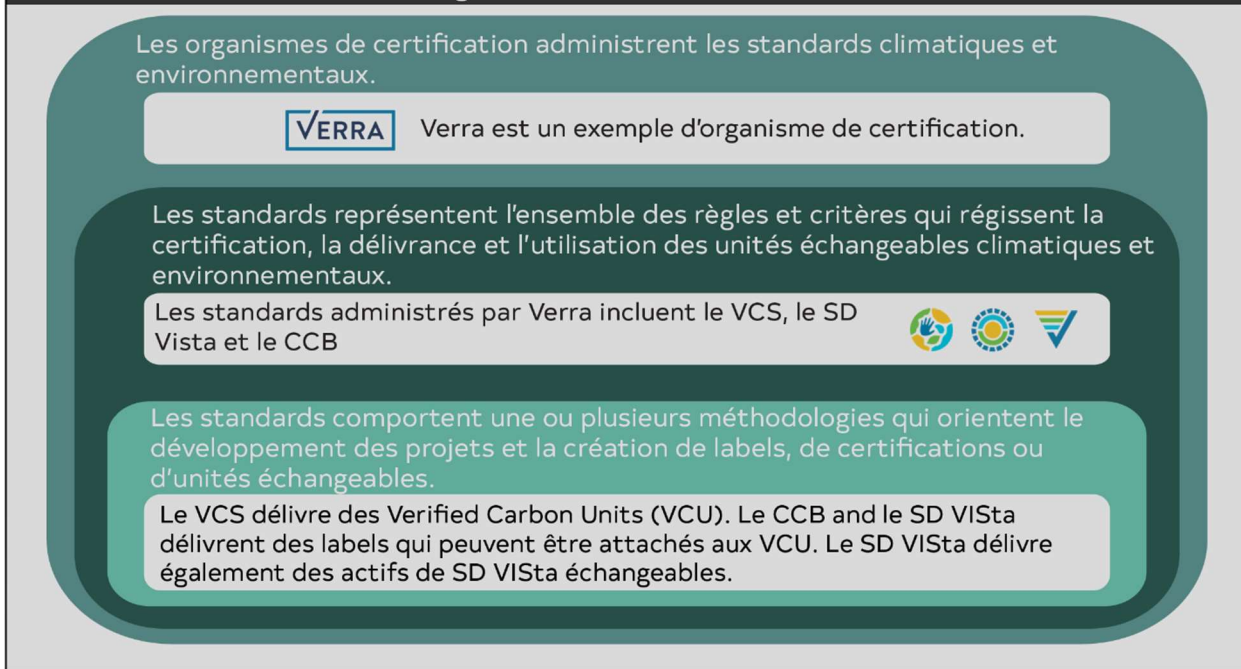
biais de la documentation soumise au standard et à des auditeurs(rices) approuvé-e-s par celui-ci (ou organismes de validation et de vérification). Ils et elles disposent d'une certaine souplesse pour choisir la méthodologie qui correspond le mieux aux activités développées et répondra le mieux aux besoins des bénéficiaires de l'activité. Certains standards offrent la possibilité de proposer de nouvelles méthodologies ou d'adapter celles d'autres standards.

En élaborant et en administrant des procédures standardisées de comptabilisation des réductions et des absorptions d'émissions de GES, les organismes de certification de crédits carbone agissent à titre d'organe de réglementation du MVC. En plus de préserver la **qualité** des crédits carbone du MVC, ils confèrent de la crédibilité au **système de référence et de crédits** sur lequel repose ce marché. Les organismes de certification de crédits carbone dotés d'une bonne gouvernance se caractérisent par : des règles et des critères clairs mis à jour régulièrement, des mécanismes de consultation et de recours des parties prenantes, des garanties environnementales et sociales spécifiques, des méthodologies rigoureuses pour déterminer les bases de référence et les contributions des projets, ainsi que des critères pour un examen indépendant des projets par des auditrices et auditeurs tiers(ces) compétents-e-s.

Les standards ad hoc certifient les activités sur le MVC tout en facilitant l'échange des crédits carbone. Pour obtenir la certification des réductions et des absorptions d'émissions et **obtenir des crédits négociables**, les activités sur le MVC doivent : respecter les processus, règles, critères et garanties des standards de certification ; appliquer des méthodologies approuvées par les standards ; et fournir des preuves de conformité, qui sont générées par les gestionnaires d'activités et examinées par un-e auditeur(rice) tiers(ce) indépendant-e. Les standards délivrent des crédits carbone dans des registres, dont le rôle est triple : suivre tous les crédits générés et retirés, faciliter le transfert et la vente des crédits négociables et retracer les transactions entre acheteurs(euses) et vendeurs(euses).

La figure 7.1 illustre la relation entre les organismes de certification de crédits carbone, les standards et les méthodologies. Un organisme de certification de crédits carbone comme Verra gère un ou plusieurs standards. Ainsi, Verra gère notamment le Verified Carbon Standard (**VCS**), le Sustainable Development Impact Standard (**SD VISta**) et les standards Climate, Community, and Biodiversity (**CCB**). Les standards régissent les méthodologies, qui déterminent le développement des activités du MVC et la délivrance des crédits carbone de ce marché.

Figure 7.1 | Liens entre les relation entre les organismes de certification, les standards et les méthodologies



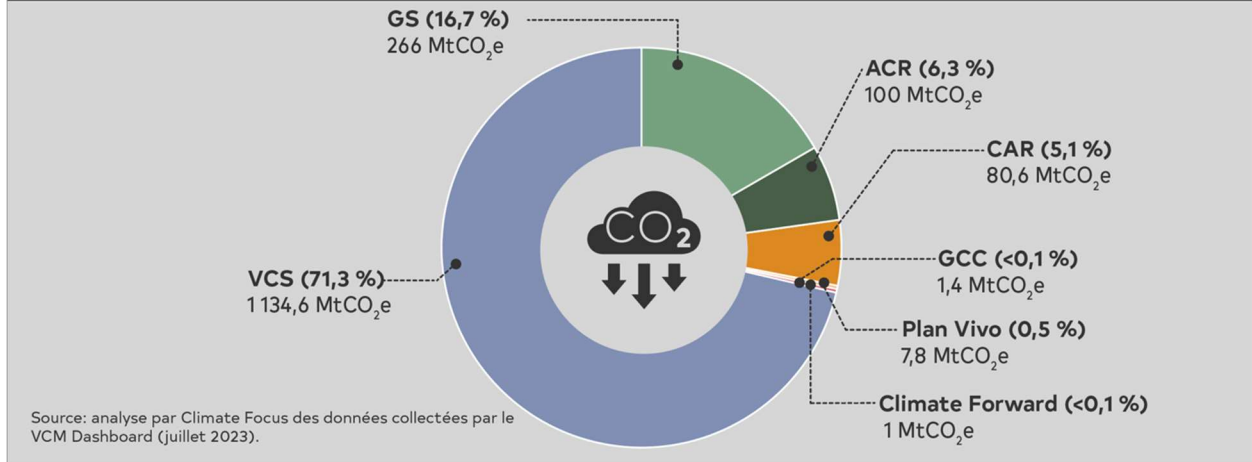
Quels sont les principaux standards de certification de réduction des émissions dans le MVC ?

Les standards de certification de réduction des émissions qui ont délivré le plus de **crédits carbone** (depuis 2002) sont le VCS, le Gold Standard for the Global Goals (**GS4GG**), l'American Carbon Registry (**ACR**) et la Climate Action Reserve (**CAR**). Comme le montre la figure 7.2, le VCS et le GS sont les principaux standards à l'échelle mondiale, délivrant respectivement 71,3 pour cent et 16,7 pour cent des crédits. L'ACR (6,3 pour cent des crédits) et la CAR (5,1 pour cent des crédits) sont les troisième et quatrième standards en importance et interviennent

principalement en Amérique du Nord.

Il existe des standards de moindre envergure, qui délivrent de petites parts de crédits sur le MVC. Ainsi, Plan Vivo (**PV**, 0,5 pour cent des crédits) certifie les projets des petites exploitant-e-s et les projets communautaires dans les pays en développement : en juillet 2023, **28 projets** étaient actifs et délivraient des crédits. **Climate Forward** et Global Carbon Council (**GCC**) ont chacun délivré moins de 0,1 pour cent des crédits dans le MVC. D'autres standards petits et émergents ont délivré peu de crédits, voire aucun. Par ailleurs, il existe divers autres mécanismes de comptabilisation spécifiques au

Figure 7.2 | Proportion de crédits du MVC délivrée par chacun des principaux standards de certification



contexte, y compris des standards nationaux volontaires tels que ceux de la [Californie](#), de la [Thaïlande](#) et du [Royaume-Uni](#).

Certains standards de certification de réduction des émissions certifient et délivrent des crédits carbone pour les programmes nationaux ou les grands programmes régionaux parrainés par l'État dans le cadre de la [REDD+](#) (la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts et la conservation, la gestion durable et le renforcement des stocks de carbone forestiers). [L'architecture pour les transactions REDD+ \(ART\)/La norme d'excellence environnementale REDD+ \(TREES\)](#) est un nouveau

standard, lancé en 2020.

L'ART/TREES formule et administre des procédures standardisées pour certifier de grands volumes de réductions et d'absorptions d'émissions à partir de la [REDD+ juridictionnelle](#). Les premières lettres d'intention pour les transactions impliquant des crédits juridictionnels certifiés dans le cadre de l'ART/TREES ont été signées en novembre 2021. En août 2023, le [registre de l'ART/TREES](#) comptait 18 programmes. [Le Guyana est la première juridiction](#) et, jusqu'à présent, la seule à avoir obtenu des crédits ART/TREES.

Tableau 7.1 : Aperçu des standards de certification de réduction des émissions

Organisme de certification	Standard	Volume du marché (M = million)	Nom des crédits (représentant 1 t CO ₂ éq)	Portée géographique	Domaine d'application sectorielle
Verra	Verified Carbon Standard (VCS)	1 134,6 M de crédits, part de 71,3 %	Verified Carbon Units (VCU)	2 118 projets enregistrés dans 85 pays. Le VCS est dominant dans les pays en développement.	Couvre toutes les classes de projets.
Gold Standard Foundation	Gold Standard for the Global Goals (GS4GG)	266 M de crédits, part de 16,7 %	Verified Emission Reductions (VER)	2 195 projets enregistrés dans 76 pays. Les crédits sont achetés notamment par des acheteuses et acheteurs dans l'Union européenne.	Couvre la plupart des classes de projet, mais exclut la REDD+ (la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts et la conservation, la gestion durable et le renforcement des stocks de carbone forestiers) au niveau des projets. Après 2025, ne couvrira que les crédits adossés à des ajustements correspondants.
Winrock International	ACR	100 M de crédits, part de 6,3 %	Emission Reduction Tons (ERT)	83 projets enregistrés, principalement aux États-Unis, avec quelques projets au Brésil, au Mexique, au Canada, en	Couvre : les procédés industriels ; l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie ; le

				France, au Nicaragua, en Bolivie et au Salvador.	captage du carbone ; les déchets.
Climate Action Reserve	Climate Action Reserve (CAR)	80,6 M de crédits, part de 5,1 %	Climate Reserve Tonnes (CRT)	206 projets enregistrés, principalement aux États-Unis, avec quelques activités au Mexique. La CAR sert de registre des projets de compensation pour le programme de plafonnement et d'échange de la Californie . La CAR a également géré un système pilote d'échange de quotas d'émissions au Mexique de 2020 à 2023.	Couvre : l'agriculture et la foresterie ; l'énergie ; les déchets ; et la réduction des émissions de GES autres que le CO ₂ .
Plan Vivo Foundation	Plan Vivo	7,8 M de crédits, part de 0,5 %	Plan Vivo Certificates (PVC)	28 projets enregistrés dans 19 pays. Les projets sont principalement développés avec les peuples autochtones et les petit-e-s exploitant-e-s dans les pays en développement.	Couvre la foresterie et l'agriculture des petit-e-s exploitant-e-s et des communautés locales.
Global Carbon Council (GCC)	GCC Program	1,4 M de crédits, <part de 0,1 %	Approved Carbon Credits (ACC)	22 projets enregistrés dans 3 pays. CCG met	Couvre : l'énergie ; les procédés industriels ; la construction ; le

				l'accent sur le développement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.	transport ; la minière/minérale ; production de métaux ; la foresterie, l'agriculture ; les déchets ; le captage et stockage du carbone.
Climate Action Reserve (CAR)	Climate Forward	1,0 M de crédits, <part de 0,1 %	Forecasted Mitigation Units (FMU)	9 projets enregistrés aux États-Unis et en Zambie.	Couvre : l'énergie ; les procédés industriels ; la foresterie

Les standards de certification de réduction des émissions varient dans leurs approches, leurs méthodologies et leurs critères. Les quatre standards les plus importants (c.-à-d. le VCS, le GS, l'ACR et la CAR) démontrent tous une bonne gouvernance et offrent des méthodologies pour les activités sur le MVC dans divers secteurs (par exemple, les solutions fondées sur la nature [SfN], l'énergie et l'industrie). Ces standards fournissent des règles et des critères solides pour les développeurs(euses) et les auditeurs(trices). Ils imposent des garanties environnementales et sociales pour la délivrance de crédits aux activités, y compris des critères pour celles du MVC. Celles-ci doivent : éviter de nuire à la biodiversité et aux écosystèmes locaux ; respecter l'ensemble des lois et règlements nationaux et internationaux ; et mener des consultations avec les parties prenantes locales, y compris des

processus de consentement libre, informé et préalable (CLIP) lors de la coopération avec les **peuples autochtones**.

Il existe également des standards qui certifient les contributions des activités sur le MVC aux objectifs de développement durable (ODD). Les standards ODD viennent compléter les standards de certification de réduction des émissions en ajoutant des certifications supplémentaires pour les projets qui, en plus de l'atténuation du changement climatique, génèrent des avantages économiques, sociaux, de biodiversité ou autres. Ils établissent des critères et des méthodologies de conception, suivi, vérification et validation des contributions aux ODD. Certains standards ODD offrent des labels de développement durable à joindre aux crédits carbone, qui démontrent les avantages en ce qui a trait aux ODD. Par ailleurs, certains standards permettent aux

projets de délivrer des crédits de développement durable, qui peuvent être échangés indépendamment des crédits carbone. Parmi les organismes de certification de crédits carbone du MVC qui fournissent des labels pour les avantages en matière de développement durable figurent Verra, qui administre le [Standard CCB](#) et le label [SD VISta](#), et la Gold Standard Foundation, qui administre le [GS4GG](#). SD VISta et GS4GG délivrent également des crédits négociables qui représentent les contributions des projets aux ODD.

La certification des avantages pour les ODD est particulièrement pertinente pour les activités sur le MVC [menées dans les communautés locales](#) et celles de [SfN](#). Comme ceux-ci sont susceptibles d'offrir des avantages au-delà des absorptions d'émissions et de l'atténuation du changement climatique, les crédits des SfN constituent une classe de projet populaire. Les standards du MVC ont approuvé des méthodologies pour développer et générer des crédits à partir d'activités de SfN dans chacune des principales [catégories de SfN](#) : foresterie, agriculture et zones humides. La volonté de certifier les avantages additionnels des projets de SfN a joué un rôle essentiel dans le développement de labels qui certifient d'importants avantages socio-écologiques et contributions aux ODD.

Comment les gouvernements et les organismes de certification de crédits carbone interagissent-ils ?

Les standards de certification définissent les règles qui conduisent à la génération des [crédits carbone](#) sur le MVC. Toutefois, comme les gouvernements cherchent à améliorer l'impact de ce marché et l'alignement de leurs politiques, leur interaction avec les organismes de certification de crédits carbone devrait s'accroître. Les [gouvernements](#) tirent profit de la collaboration avec les organismes privés de certification, car les standards fournissent une expertise technique permettant une comptabilisation des GES et une gestion efficaces des projets de compensation carbone. Les pouvoirs publics peuvent tirer parti de ces connaissances lorsqu'ils [définissent des démarches concertées](#) en vertu de l'alinéa 6.2 de l'Accord de Paris. Ils peuvent également accepter, intégrer et mettre à l'échelle les activités du MVC dans le cadre de démarches sectorielles concertées plus larges.

Pour accéder directement aux financements issus du MVC, les gouvernements peuvent générer et commercialiser des crédits carbone pour ce marché. Ceux qui mettent en œuvre des programmes nationaux, tels que les [programmes juridictionnels de](#)

REDD+, vendent les crédits générés en suivant les méthodologies des standards. Ils peuvent également promouvoir l'intégration des projets volontaires dans les systèmes nationaux afin d'attirer des investissements dans les projets. L'intégration peut préserver et renforcer l'intégrité environnementale des projets. Par exemple, dans le cas de la REDD+, les standards tels que le cadre REDD+ juridictionnel et imbriqué. (JNR) de Verra ou l'ART/TREES favorisent l'intégration des projets dans des programmes à plus grande échelle.

Une autre forme d'interaction consiste en l'utilisation par les gouvernements des standards de certification du MVC en appui des réglementations nationales en matière de climat, certains optant pour des standards privés dans leurs règles publiques. Par exemple, l'État américain de la Californie a accepté les compensations générées par des standards volontaires (la CAR et l'ACR) et a finalement délégué la création de son marché du carbone obligatoire à l'organe directeur de la CAR. Des pays comme la Colombie et l'Afrique du Sud reconnaissent les crédits issus des programmes de comptabilisation des GES (c.-à-d. le VCS) pour permettre aux entités imposables d'honorer certaines de leurs obligations en matière de taxe carbone et de s'appuyer sur l'architecture des standards privés. De même, le régime de

compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSA) permet aux entités imposables d'avoir recours à des crédits carbone du MVC qui satisfont à certains critères d'éligibilité.

Les gouvernements peuvent interagir davantage avec les standards afin d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de promouvoir l'action volontaire. Ils peuvent avoir recours à la finance carbone volontaire pour combler les lacunes en matière d'atténuation pour les secteurs non couverts par les contributions déterminées au niveau national (CDN) ou pour permettre aux pays d'atteindre les objectifs d'atténuation pour les secteurs couverts par celles-ci. Un dialogue proactif avec les standards de certification permet d'attirer des investissements dans les opportunités nationales d'atténuation. En plus d'accroître la disponibilité des crédits en autorisant davantage de types d'activités, les gouvernements peuvent stimuler la production de crédits de haute qualité qui bénéficient de prix plus élevés. Ainsi, grâce à l'élargissement et à la diversification du marché du carbone, les gouvernements peuvent compter sur une plus grande liquidité pour attirer des financements qui soutiennent l'atteinte des objectifs climatiques.

Lectures complémentaires

Greenhouse Gas Management Institute & Stockholm Environment Institute. (n.d.). Carbon Offset Programs. Carbon Offset Guide. Retrieved September 28, 2023, from <https://www.offsetguide.org/understanding-carbon-offsets/carbon-offset-programs/>

Remerciements

Auteures : Melaina Dyck, Charlotte Streck et Danick Trouwloon

Graphiste : Sara Cottle

Contributrices et contributeurs : Felipe Bravo, Georg Hahn, Leo Mongendre, Pablo Nuñez, Laura Carolina Sepúlveda et Theda Vetter

Traduction en français : Laurence Echasserieau

Date de publication : octobre 2023

Le b.a.-ba du marché volontaire du carbone (Le b.a.-ba du MVC) est soutenu par la Climate and Land Use Alliance (CLUA). Les auteures remercient les réviseurs(euses) et les partenaires qui ont généreusement contribué à ce b.a.-ba du MVC par leur savoir et leur expertise.